



MUNICIPALITÉ
DE
SAINT-PREX

Amendement municipal sur le préavis n° 14/12.2024 – service de l’urbanisme et des infrastructures (SUI)

Demande de crédit de Fr. 6'030'000.00, dont Fr. 5'070'000.00 pour financer la part communale de la 5^e étape de requalification de la route cantonale 1 et Fr. 960'000.00 pour financer la sécurisation d’un itinéraire de mobilité douce traversant la Commune (dite «voie verte», hors mesures de végétalisation)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

MCH2, le modèle comptable harmonisé de deuxième génération, a pour but de renforcer l’harmonisation de la présentation des comptes du secteur public.

Parmi les changements, nous retrouvons la question des amortissements.

MCH2 introduit une table des amortissements fixant des durées d’amortissement obligatoire pour toutes les Communes, cela par type d’immobilisation.

Ainsi, la durée d’amortissement n’est plus du ressort du Conseil, ce qui explique pourquoi elle ne figure plus dans les conclusions du préavis.

Sur recommandation de la DGAIC, il nous a semblé important d’informer le Conseil sur ce point et déposer cet amendement pour la bonne forme.

Ainsi, nous vous proposons d’amender les conclusions de ce préavis en ajoutant un point supplémentaire, mentionnant que le Conseil prend acte (et non décide) que l’amortissement sera calculé sur 40 ans.

Vous trouverez la synthèse des durées obligatoires d’amortissement sur le site de l’Etat de Vaud à l’adresse:

https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/territoire/communes/affaires_communes/Courrier_circulaire/Synthèse_durées_d_amortissement.pdf

Vu ce qui précède, nous vous proposons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes:

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le présent préavis municipal
- entendu les rapports des commissions chargées de l’étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l’ordre du jour

PREND ACTE

1. que l’amortissement sera calculé sur 40 ans.

DÉCIDE

1. d'autoriser la Municipalité à procéder à la réalisation de la part communale des travaux de la 5^e étape de requalification de la RC1 en traversée de Saint-Prex;
2. d'autoriser la Municipalité à procéder aux travaux de sécurisation d’un itinéraire de mobilité douce traversant la Commune («voie verte», hors mesures de végétalisation);
3. de lui accorder les crédits nécessaires, soit la somme de Fr. 5'070'000.00 pour la route cantonale et de Fr. 960'000.00 pour la voie verte, soit la somme totale de Fr. 6'030'000.00;
4. d’admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes ou par emprunt.

Approuvé par la Municipalité le 4 février 2025

Au nom de la Municipalité

Le Syndic



S. Porzi



La Secrétaire



A. Guyomard